



Sylvie Robert

Jean-Louis Tourenne



LETTRE DES SÉNATEURS
N°1

21, quai Lamennais - 35000 RENNES
15, rue de Vaugirard - 75291 Paris cedex 06

Rennes : 02 99 41 70 54
Paris : 01 42 34 14 59
<http://sylvie-robert.fr/>

Rennes : 02 99 41 73 56
Paris : 01 42 34 14 21
<http://www.jean-louis-tourenne.eu/>

<http://www.senateurs-socialistes-35.fr/>

Loi travail

Pour une démocratie vivante dans l'entreprise, des accords négociés au plus près, le

Ce que veulent le gouvernement et le Groupe Socialiste

Les 35 heures garanties par la loi : au-delà application des heures supplémentaires.
La généralisation de la garantie jeunes.
Des accords majoritaires (à 50% des voix des salariés) pour être applicables.
Des temps syndicaux augmentés de 20% pour mieux négocier les accords.
Des contrats de temps partiel au moins de 24 h/semaine.
Le Compte personnel d'activité suit le salarié tout au long de sa vie pour conserver et développer les droits acquis (formation, qualification etc..)
Apprentissage jusqu'à 30 ans.

Économie bleue

Loi pour l'économie bleue – promulguée le 21 juin 2016 :

- ✓ Délivrance d'un *permis unique pour les procédures de francisation et d'immatriculation des navires* ;
- ✓ Soutien de la *politique en faveur de l'aquaculture* ;
- ✓ **Création de fonds d'indemnisation** compensant les pertes économiques liées aux phénomènes climatiques défavorables, aux incidents environnementaux et aux coûts de sauvetage de pêcheurs ou de navires de pêche en cas d'accident de mer.

Culture et patrimoine.....

Le projet de loi relatif à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine , bientôt voté et promulgué (plus de 100 articles).

Ce texte modifie notamment les procédures de protection du patrimoine culturel et naturel :

- ✓ Régime des abords des monuments historiques : périmètre de protection de 500 m abandonné au profit d'une **protection des monuments au cas par cas**.
- ✓ **Les sites patrimoniaux remarquables** (SPR) remplacent les secteurs sauvegardés, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).
- ✓ Les communes membres d'un EPCI peuvent demander à être classées intégralement ou partiellement en SPR.
- ✓ **Préservation des moulins protégés au titre de leur intérêt patrimonial**.
- ✓ Possibilité offerte aux EPCI de subventionner les petites salles de cinéma, y compris lorsque la compétence ne leur a pas été explicitement transférée.

MAI 2016

CONGRÈS DES MAIRES

Dans le cadre du Congrès des Maires et des Présidents de Communautés de France, nous avons eu le plaisir de recevoir le 31 mai 2016 des maires d'Ille-et-Vilaine pour une visite instructive de la Haute Assemblée. C'est un moment idéal pour discuter et échanger en toute convivialité.



dynamisme économique pour créer des emplois, une loi protectrice des travailleurs.

Ce qu'a voté la droite majoritaire au Sénat

Le retour au 39 heures payées 35.

La restriction à une expérimentation quand des milliers de jeunes attendent des solutions.

Elle s'en tient à 30% de votes favorables.

Refus de l'augmentation.

Supprime ce minimum encourageant ainsi les employeurs à créer des minijobs.

Supprime du CPA le compte pénibilité alors que de nombreux salariés confrontés aux travaux pénibles vivent moins longtemps que la moyenne.

Apprentissage dès 14 ans.

Santé et lutte contre les déserts médicaux.....

Un pacte territoire santé 2 est institué pour garantir plus encore un égal accès aux soins :

- ✓ Augmentation du numerus clausus dans 10 régions en tension.
- ✓ Investissement de plus de **40 millions d'euros pour développer la télémédecine** en ville.
- ✓ **Incitation financière (garantie de revenus) accordée aux généralistes ainsi qu'aux spécialistes afin qu'ils s'installent dans les territoires les plus vulnérables.**
- ✓ **Soutien financier véritable apporté au travail en équipe, avec un objectif de 1 000 maisons de santé en 2017, et la rénovation, voire la création, de centres de santé dans les quartiers prioritaires de la ville.**
- ✓ **Tiers payant étendu aux femmes enceintes et aux personnes atteintes d'une affection de longue durée au 1^{er} juillet 2016.**



Aménagement du territoire

Une politique d'aménagement du territoire d'une ampleur jamais atteinte :

Au-delà de la mise en œuvre des 67 propositions du gouvernement en faveur des territoires ruraux, le président de la République a annoncé un certain nombre de mesures favorables aux communes dont il a souligné la capacité à maîtriser leurs dépenses et la fiscalité (2 communes sur 3 n'ont pas augmenté leurs impôts) :

- ✓ **La division par deux, en 2017, des efforts demandés aux communes par les réductions des dotations d'Etat (soit 1 milliard de réduction).**
- ✓ **Augmentation jusqu'à 1 Milliard d'euros du Fonds de Péréquation qui vient aider les communes les plus fragiles.**
- ✓ Fonds exceptionnel d'investissement public porté à 1,2 Milliard (dont 600 millions pour les petites villes et les communes rurales) – Abondement de la DETR de 200 millions après l'augmentation de 200 millions en 2015.
- ✓ Élargissement de l'assiette du FCTVA avec également extension aux travaux d'entretien bâtiments publics et voirie.
- ✓ Projet de loi de refondation de la DGF vers davantage d'équité.
- ✓ Un fonds de 3 milliards pour aider les communes à faire face aux emprunts toxiques.
- ✓ La loi « Macron » accélère l'achèvement de la couverture en téléphonie et Internet mobiles de l'ensemble des centres-bourgs. Les opérateurs mobiles nationaux doivent proposer un service de téléphonie et d'Internet mobiles fin 2016, ou au plus tard six mois après la mise à disposition d'une infrastructure (pylône et dalle) dans 800 sites.

Agriculture : un gouvernement réactif face à la crise

Plan de soutien à l'élevage

- ✓ Mesures conjoncturelle et structurelles : 700 millions + 63 millions de l'UE.
- ✓ Baisse des charges de plus de 700 millions sur 3 ans.
- ✓ À ce jour 47 000 dossiers d'éleveurs en difficulté traités.

Aides déjà engagées

- ✓ 10 000 aides à l'investissement engagés (Etat + Région) représentant 320 millions de travaux.
- ✓ Investissement pour abattage/découpe : 200 millions de travaux engagés en moins d'un an.



Des mesures de régulation européenne face à la surproduction croissante en Europe. M. Le Foll rassemble autour de lui de plus en plus de pays favorables à ses projets de :

- ✓ Régulation européenne et de maîtrise des productions avec indemnités.
- ✓ Relèvement des plafonds liés aux aides « de minimis ».
- ✓ Relèvement des plafonds de quantités de poudre.

Les pesticides

- ✓ Les agriculteurs en sont les premières victimes (une étude de l'OMS estime ainsi que l'intoxication par des insecticides, des herbicides ou des fongicides cause quelque 250 000 morts par an).

Néonicotinoïdes

- ✓ En l'état, interdiction générale des néonicotinoïdes au 1^{er} septembre 2018, sauf dérogations autorisées par décret jusqu'au 1^{er} janvier 2020.
- ✓ La discussion parlementaire continue, le texte sera définitivement voté d'ici fin juillet.



Le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages - bientôt voté et promulgué (plus de 100 articles).

Pipriac : le défi de zéro chômeur de longue durée

Une loi spécifique, portée par Laurent Grandguillaume à l'Assemblée nationale, et voulue par ATD Quart Monde, engagée en Ile-et-Vilaine par Franck Pichot et les acteurs du territoire de Pipriac, a été votée à l'unanimité par les deux assemblées.

Des entreprises, des élus, des associations, des salariés licenciés sont engagés avec enthousiasme dans une belle aventure. Nous leur apporterons tout notre soutien, tant nous avons la volonté de voir l'expérience réussir.

Education

La scolarisation des enfants dès 2 ans se renforce en France :

- ✓ 28 000 places de crèches créées en 2013-14.
- ✓ L'aide financière de 2 000 € par place de crèche a été pérennisée pour les communes prioritaires en 2016.
- ✓ Le ministère compte ouvrir 3 000 postes d'enseignants pour la scolarisation des moins de 3 ans d'ici 2017.



Ainsi dans le département, il y a déjà 12 dispositifs de scolarisation des moins de 3 ans sur 12 écoles ! pour la rentrée 2016, il est prévu d'accueillir 931 élèves de moins de 3 ans, soit 15,20 % de la démographie.

La lutte contre le décrochage scolaire se poursuit : depuis 2013, en Ille-et-Vilaine, création de 13 postes dans le dispositif «plus de maîtres que de classes» et 6 prévus pour la rentrée 2016 soit 19 postes au total.

Collectivités

Claudy Lebreton a remis un rapport intitulé :

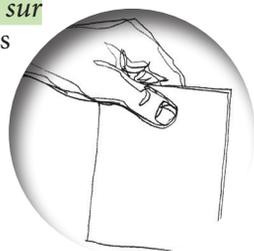
« Une nouvelle ambition pour la France en Europe - Mission sur l'aménagement du territoire : refonder les relations entre Etat et collectivités territoriales ».

Il a auditionné près de 180 personnes et a innové avec une consultation citoyenne sur une plate-forme numérique. Il a présenté 9 propositions principales dont la création d'un poste de vice-Premier ministre en charge des territoires, un conseil des collectivités, d'augmenter la péréquation et surtout dynamiser la démocratie locale en s'appuyant sur les citoyens, les élus locaux et les outils numériques.

Listes électorales

Une proposition de loi devrait être votée afin de rénover les modalités d'inscription sur les listes électorales, en rendant notamment possible l'inscription sur une liste électorale jusqu'à 30 jours avant un scrutin, modifiant les conditions d'attache avec la commune d'inscription, et à mettre en place un répertoire unique et permanent tenu par l'Insee.

Il y aurait 3 millions d'électeurs non-inscrits et 6,5 millions de mal inscrits. Le texte prolonge celui voté l'an passé qui a permis à près d'1 million de Français de s'inscrire tardivement et de participer au scrutin régional.



Elus locaux et exercice de leur mandat

Loi visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes - promulguée le 24 mars 2016.



- ✓ **Droit à 20 heures de formation par année de mandat** pour les élus locaux financé par un fonds de gestion à la Caisse des Dépôts et Consignations.
- ✓ **Report de l'entrée en vigueur de la réforme du régime indemnitaire des élus des syndicats de communes et des syndicats mixtes au 1^{er} janvier 2020.**



Chères et chers collègues,

Nous avons le plaisir de vous adresser notre première lettre. En sus de notre bilan annuel, que vous recevrez en octobre, elle a l'ambition de vous informer aussi régulièrement que possible sur nos activités parlementaires et sur l'actualité législative.

Elle a pour objectif de répondre aux questions multiples que vous nous avez posées lors de réunions, de rendez-vous ou de nos visites de cantons. *Nous avons extrait des différents textes de lois et projets, les éléments qui peuvent vous être utiles*, en essayant à chaque fois de les relier aux problématiques des collectivités locales que vous administrez.

Elle a également pour objectif, pour que la transparence soit totale, de vous exposer, sur certains sujets sensibles, les positions du groupe socialiste auquel nous appartenons. De la même façon, il nous est apparu utile de *faire le point sur les différentes annonces récentes du gouvernement*.

Cette année écoulée a été très dense et très riche sur le plan législatif.

En qualité de représentants des collectivités locales, nous sommes guidés par la volonté de *faire valoir la parole et la vision du Sénat*.

Attentifs à la réalité et aux difficultés que vivent vos collectivités, nous sommes soucieux de *porter les questions d'égalité et de justice au cœur de notre action*.

Nous espérons ainsi que cette première lettre réponde à vos attentes.

Soyez assurés de notre totale disponibilité.

Sylvie Robert

Jean-Louis Tourenne

INSEE : des indicateurs qui passent au vert

*Hausse du pouvoir d'achat
des Français*

+1,7 %

*Baisse du taux de chômage
en 2016*

-0,4 %

*Hausse
de la croissance
du PIB en 2016*

+1,6 %

*La croissance du secteur
du bâtiment*

+0,3 %

*La progression
de la consommation
des ménages*

+1,6 %

*Hausse des investissements
des entreprises en 2016*

+4,7 %